



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées,
de l'utilité publique et de l'environnement
SICPE

DCPPAT – BICUPE – SIC – AZ – 2026 – I – 71

Installations classées pour la protection de l'environnement

Commune de Béthune

Société MC CAIN ALIMENTAIRE

Arrêté du 23 MARS 2026 portant mise en demeure

Le préfet du Pas-de-Calais

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1997 modifié relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté d'autorisation n°91-5 du 8 janvier 1992 délivré à la société MC CAIN ALIMENTAIRE (anciennement S. A. R. L. BEAU MARAIS), dont le siège social se situe 483, rue du Beau Marais - BP 147 à Béthune (62400), pour l'extension de l'usine de fabrication située à la même adresse ;

Vu l'arrêté du 5 octobre 1993 autorisant la société MC CAIN ALIMENTAIRE à l'extension de la capacité de production du site ;

Vu l'arrêté de prescriptions complémentaires du 12 mars 1998 pour la réalisation d'une étude de dangers de l'installation de réfrigération à l'ammoniac ;

Vu l'arrêté n°2025-10-232 du 22 décembre 2025 portant délégation de signature ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France établi suite à l'inspection du site le 3 décembre 2025 et transmis à l'exploitant par courriel le 24 décembre 2025, conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement rendant compte des non-conformités par rapport à :

- l'article 1 de l'arrêté du 16 juillet 1997 mentionné ci-avant : Quantité maximale d'ammoniac
« Pour la prise en compte de la quantité maximale d'ammoniac au titre du présent arrêté, il faut considérer la quantité d'ammoniac présente dans l'ensemble des tuyauteries, des réservoirs et des équipements intégrés dans le circuit de réfrigération et de compression » ;
- l'article 6 de l'arrêté du 16 juillet 1997 mentionné ci-avant : Existence des procédures
« Les consignes et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien. », pour empêcher ainsi une erreur opératoire ;
- l'article 7 de l'arrêté du 16 juillet 1997 mentionné ci-avant : Registre de consommation
« L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués », pour justifier ainsi les mouvements de fluide ;
- l'article 10 de l'arrêté du 16 juillet 1997 mentionné ci-avant : Surveillance de l'installation
« L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des installations le mettant en œuvre » ;
- l'article 51 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié : Étude de dangers
« Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers. La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement. Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés. L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers » .

Vu les observations formulées par le directeur de la société MC CAIN ALIMENTAIRE dans le courrier du 21 janvier 2026 sur le projet de mise en demeure ;

Considérant que le non-respect des prescriptions :

- des articles 1, 6, 7, 10 de l'arrêté du 16 juillet 1997 susmentionné ;

- de l'article 51 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susmentionné ;

porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que face au non-respect des prescriptions de l'article précité, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MC CAIN ALIMENTAIRE de respecter ces prescriptions, afin d'assurer notamment la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Arrête

Article 1er : La société MC CAIN ALIMENTAIRE, ci-après dénommée, dont le siège social est situé 486, rue du beau marais à Béthune (62400), est mise en demeure, pour la poursuite de ses activités exercées sur le site implanté à la même adresse, de respecter les prescriptions pour se conformer aux dispositions réglementaires dans un délai de 3 mois, à compter de la date de notification du présent arrêté :

- des articles 1, 6, 7 et 10 de l'arrêté du 16 juillet 1997 susmentionné ;
- de l'article 51 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susmentionné permettant de statuer sur la nécessité de transmettre la révision ou la mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement, tenant compte de la configuration actuelle des installations d'ammoniac et de l'urbanisme autour du site (acceptabilité du site dans son environnement). En cas de nécessité de révision ou mise à jour dudit document, celui-ci devra être transmis sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté .

Article 2 : Dans le cas où les obligations prévues par l'article ci-dessus ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS62039 – 59014 Lille Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 4 : Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le sous-préfet de Béthune et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MC CAIN ALIMENTAIRE et dont une copie sera transmise à la mairie de Béthune.

À Arras

Pour le préfet,
Le secrétaire général



Christophe MARX

Copie :

- à la société MC CAIN ALIMENTAIRE - 486, rue du beau marais – 62400 Béthune ;
- à la sous-préfecture de Béthune ;
- à la mairie de Béthune ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France – UD de l'Artois.